

ÉDITORIAL

Françoise Verna

En action
contre la
finance
dominante

● Si les grands messes du Forum social mondial sont en perte de vitesse ces dernières années, les motivations qui animent les alter-mondialistes sont toujours aussi aiguës. Et pour cause. Les inégalités mondiales n'ont jamais été aussi fortes. Les raisons ne sont pas à aller chercher bien loin.

Dans un rapport retentissant, paru en 2017, des économistes constataient l'explosion des inégalités de revenus ces quarante dernières années : « Les 1% les plus riches ont profité deux fois plus de la croissance des revenus que les 50% les plus pauvres ».

Marseille,
tout un symbole

La captation des richesses produites par une infime poignée d'individus, voilà le fléau contre lequel lutte, depuis 20 ans, l'association Attac. Qu'elle ait choisi Marseille pour célébrer son 20e anniversaire est tout un symbole. La ville est championne des inégalités. Elle est aussi le port d'attache de l'Aquarius, le navire de SOS Méditerranée, seule ONG qui sauve aujourd'hui, en mer Méditerranée, les victimes des guerres et des crises économiques.

Attac tient les deux bouts dans son action contre la finance prédatrice et toujours dominante. À savoir, l'échelon mondial et local. Car les inégalités existent entre pays et à l'intérieur des pays. Elles sont rendues possibles par les États et les institutions. Traités de libre échange et cure d'austérité sont les mamelles de ce capitalisme protéiforme. Impossible de lui tordre le cou ? Certainement pas. À force de campagne de plus en plus frappantes et médiatisées, Attac, et d'autres ONG et collectifs, démasquent les rapaces des temps modernes.



Longtemps jugée utopiste, l'idée d'une taxe sur les transactions financières a finalement été proposée par l'ancienne commission européenne. Pour mieux être rabotée. PHOTO ATTAC

Face à la finance, Attac ne désarme pas

ANNIVERSAIRE

Aujourd'hui et demain, Attac fête ses 20 ans à Marseille. Au moment où l'Europe et les États-Unis dérèglent à nouveau leurs systèmes financiers, où les conflits commerciaux se multiplient et la crise écologique s'intensifie, l'ONG altermondialiste compte bien continuer son combat contre les excès du capitalisme financier.

Lancée en 1998 à la suite d'un appel à « désarmer la finance » publié dans *Le Monde Diplomatique* par Ignacio Ramonet, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) fête ses 20 ans ce week-end à Marseille. Blocage du sommet de l'OMC à Seattle en 1999, organisation de forums sociaux regroupant des organisations altermondialistes du monde entier, Attac s'est depuis longtemps fait un nom avec un but affiché : mettre un terme aux abus du

libre-échange.

Si l'idée de base était de créer une taxe sur toutes les transactions financières, Attac n'a cessé d'élargir son champ d'actions. En 2005, elle participe activement à la campagne contre le projet de constitution européenne. Ces dernières années, elle s'est retrouvée en pointe contre les traités de libre-échange. Son objectif : déconstruire l'idéologie néolibérale et proposer des alternatives crédibles. « Les risques d'une nouvelle crise financière n'ont jamais été aussi importants, partout, le néolibéralisme est de plus en plus autoritaire, il est nécessaire d'agir », alerte Aurélie Trouvé, économiste et porte parole d'Attac. « Même DSK, ancien patron du FMI ou Jean-Claude Trichet, ancien patron de la Banque centrale européenne redoutent une nouvelle crise », soupire-t-elle.

Désobéissance civile

L'heure n'est plus seulement à l'éducation populaire. Les méthodes d'action de l'association ont changé pour gagner en radicalité. La chute de Lehman Brothers et les scandales d'évasion fiscale successifs (Paradise papers, Lux Leaks, Swiss Leaks, etc.)

sont passés par là. « Au départ, nos actions étaient limitées à du tractage. Aujourd'hui, on revendique des actes de désobéissance civile pour agir », détaille Raphaël Pradeau, porte-parole de l'association. Fauchage de chaises dans des grandes banques, hôpitaux installés dans des Apple Store, locaux de multinationales aspergées de savon noir... Depuis quelques années, Attac multiplie les coups d'éclats. « Ces actions permettent d'interpeller les médias et le grand public et de prouver qu'il est possible d'imposer un rapport de force à des multinationales que l'on pense souvent intouchables », se réjouit le porte-parole.

Preuve en est avec le procès perdu par Apple contre l'organisation après l'invasion d'un Apple Store parisien par des membres d'Attac. Dans son délibéré du 23 février 2018, la vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris condamne Apple à rembourser 2 000 euros de frais de justice à l'ONG et indique : « que les militants agissaient [...] dans le cadre d'une campagne d'intérêt général sur le paiement des impôts et l'évasion fiscale ». Apple n'a pas fait appel de la décision. « Cette stratégie met les

multinationales dans une position délicate : soit elles ne portent pas plainte et nous donnent raison, soit elles nous font un procès et se font une mauvaise pub », s'amuse Raphaël Pradeau.

L'urgence climatique a aussi modifié l'agenda de l'organisation. « Au départ l'écologie n'était pas dans les gènes d'Attac. Mais depuis 15 ans, la crise écologique est au cœur de nos préoccupations. Elle est indissociable de la crise sociale et financière », indique Dominique Plihon, économiste et porte-parole de l'association (lire ci-contre). « L'écologie ne peut être portée que par un projet altermondialiste », affirme Aurélie Trouvé. C'est tout le sens de la dernière campagne menée par l'organisation : « Pas avec notre argent ! ». « Notre but est de dénoncer les banques et les multinationales qui mènent des projets écicides avec nos économies », décrit-elle.

Un dernier paramètre, et non des moindres, est à prendre en compte : la montée des extrêmes. « Il est essentiel pour nous de réaffirmer notre attachement à la solidarité internationale. Nous ne sommes pas pour un repli sur soi », rappelle Dominique Plihon.

Marius Rivière